Cependant, le programme renferme un certain nombre d'injustices qui en rendent l'application difficile et embrouillent les choses dans notre esprit. C'est probablement à cause de ces difficultés que le programme n'est pas encore entré en vigueur. Qu'on me reprenne si je me trompe, mais d'après les renseignements que j'ai glanés ces derniers mois, depuis l'annonce du programme, nous n'avons pas encore l'accord de toutes les provinces. Je sais que les discussions se poursuivent en ce moment.

Le problème surgit lorsqu'on aborde la question des possibilités qu'offrent les diverses provinces. Prenons comme exemple une personne qui utilise déjà une forme d'énergie autre que le pétrole. Il se peut qu'elle se serve maintenant de gaz naturel, une forme d'énergie à rendement très élevé qui est aussi un combustible fossile, et qu'elle désire compléter son système de chauffage en installant un poêle à bois. C'est une excellente idée de se servir d'une forme d'énergie renouvelable au lieu d'une autre qui ne l'est pas.

Le programme contient beaucoup d'injustices de ce genre qui compliquent passablement son application à tout le pays. Les Territoires du Nord-Ouest, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve peuvent mettre cette subvention à profit d'une façon très spéciale, notamment en modifiant les systèmes de chauffage et en améliorant l'isolation thermique des habitations, et ainsi, la subvention ne sert pas uniquement à les aider à passer à d'autres formes d'énergie que le pétrole. C'est une bonne chose.

Le gouvernement devrait songer sérieusement à étendre ce programme de manière à ce que tout le pays puisse en profiter. Ce serait plus sensé et le programme serait beaucoup plus facile à administrer. Je suis certain qu'il aurait l'appui général du pays et je l'encourage à s'engager dans cette voie.

Ce programme de subventions donne lieu à une autre injustice et c'est le fait que les Canadiens qui louent leur logement n'en tirent aucun profit net. Il s'agit souvent de gens à faible revenu ou de gens qui habitent dans des tours d'habitation. Certains d'entre eux doivent payer eux-mêmes leurs frais de chauffage. Leur propriétaire n'a donc aucune raison précise de vouloir passer à une autre forme d'énergie que le pétrole. Les locataires continuent par conséquent de payer la note parce que leur propriétaire est peu motivé étant donné qu'il n'en tire aucun avantage. Ce n'est pas toujours le cas, mais cela arrive. Voilà un autre aspect de la question qu'il conviendrait d'étudier.

Il y a également la déduction pour le conjoint. Il est difficile de connaître le champ d'application exact de cette mesure. J'ai de la difficulté à obtenir des informations précises à ce sujet. Nous sommes tout de même parvenus à en savoir un peu plus long à ce sujet. Il semble que les conjoints peuvent contribuer au Régime de pensions du Canada, ce qui, ultérieurement, leur donne droit à une pension. Je crois savoir qu'ils ne peuvent pas recevoir de prestations d'assurance-chômage, mais je n'en suis pas certain. Nous avons donc là un programme qui a été mis en vigueur en avril dernier, semble-t-il, ou peut-être même avant, qui est censé aider les Canadiens, mais dont personne ne comprend les dispositions et les conditions, ni les possibilités qu'il offre.

Le mois de janvier est presque fini et nous avons dépassé ce qui est normalement la fin de l'année financière pour un grand nombre. Les contribuables se demandent s'ils auraient dû

Impôt sur le revenu—Loi

rémunérer leur femme pour sa contribution à l'entreprise agricole ou autre. Il s'agit de savoir s'il est possible de le faire rétroactivement. Peuvent-ils faire un chèque pour le travail accompli l'an dernier? Si ce n'est plus possible à cause d'une date limite quelconque qu'on n'a pas le droit de dépasser, pourquoi n'y a-t-il pas eu de programme d'information? On aurait dû donner des explications au public et aux députés.

Je n'ai pas vu de bulletin ou de directives dont nous, députés, aurions pu transmettre la teneur à nos mandants. Si l'on a honnêtement cherché à offrir ce programme pour aider les Canadiens, pourquoi n'avons-nous pas eu l'information qui en aurait assuré le succès? Si cette information existe, le gouvernement se montrera-t-il indulgent et donnera-t-il aux contribuables la possibilité de profiter pleinement du programme? Je demande au gouvernement de s'en occuper.

Certaines mesures brillent par leur absence dans ce bill, notamment des mesures visant à aider les petites entreprises et les agriculteurs, par exemple en ce qui a trait au gain en capital. Compte tenu des difficultés économiques actuelles, l'agriculteur qui prend sa retraite doit pouvoir compter sur les investissements qu'il a faits et sur les gains en capital qu'il a réalisés.

Je sais qu'au cours de la dernière campagne électorale, le gouvernement a promis d'augmenter les exemptions au titre des gains en capital pour les agriculteurs. Que l'on me reprenne si je me trompe, mais je crois bien que les ministres ont fait cette promesse. Le document que l'on a publié à ce sujet, le Livre blanc sur l'impôt sur les gains en capital, ne s'attaque pas vraiment aux problèmes des agriculteurs. Il n'améliore pas la position des agriculteurs face à l'impôt sur le gain en capital. Je me demande pourquoi on ne l'a pas fait.

J'ai touché un mot du crédit d'impôt à l'énergie. Quand on songe au coût de l'énergie, c'est une solution qu'il faut envisager sérieusement. Je sais que le comité spécial dont je fais partie a consacré une partie de ses travaux à cette question. Nous l'examinons sous plusieurs angles. La question est de savoir comment remédier au problème que posera la hausse des prix de l'énergie.

Depuis les dernières élections, le gouvernement a laissé le prix de l'essence augmenter d'environ 30c. le gallon. C'est à peu de choses près ce qui se serait passé si les conservateurs étaient restés au pouvoir. Quelles mesures prend-on pour alléger le fardeau des citoyens à revenu faible ou fixe? Que fait-on pour remédier aux graves problèmes sociaux qui résultent de cette hausse?

Je ne plaide pas contre un relèvement des prix énergétiques qui nous garantisse en même temps la sécurité des approvisionnements et l'autosuffisance. Mais je me demande s'il est bien sage de l'imposer avec une uniformité brutale à toutes les catégories sociales, tant aux indigents qu'aux gens aisés.

Je sais que le gouvernement a cherché à les faire bénéficier de quelques déductions. Les ministres ont dit que les prix seraient moins élevés. C'est cela qui a inspiré toute sa campagne pendant la dernière lutte électorale. Si la chose ne s'est pas faite, et je sais que cela pourrait s'expliquer par toutes sortes de raisons et je n'entrerai pas dans le sujet, je me demande pourquoi il ne s'occuperait pas de cette partie-là de notre population, pourquoi il n'envisagerait pas la chose du point de vue bien particulier d'une mesure à caractère d'aide sociale, qui serait sensée et nécessaire en la conjoncture.